Les minorités autochtones de Russie face aux problèmes écologiques et au désaménagement linguistique

Ksenija DJORDJEVIC LÉONARD

Université Paul-Valéry Montpellier 3, Dipralang EA 739

Résumé : Notre contribution portera sur quelques-unes des quarante communautés répertoriées aujourd'hui dans le recensement des peuples autochtones numériquement faibles du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient de la Fédération de Russie. Forte de l'expérience de nos différents terrains sociolinguistiques en Fédération de Russie, nous porterons cette fois-ci notre regard sur la situation culturelle, sociale, économique, et surtout écologique, que connaissent de nos jours ces populations. Notre point de départ pour mener cette recherche sera le corpus des documents produits au sein de l'Association des peuples autochtones numériquement faibles du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient de la Fédération de Russie, riches en témoignages authentiques, que nous mettrons ensuite en contraste avec les données et les missions annoncées dans des dispositifs officiels, afin de montrer comment ces populations mobilisent de nos jours des ressources linguistiques et culturelles en vue de la recherche de solutions aux problématiques liées au développement économique et sociétal de leurs régions, et pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

Mots-clés : Russie, Langues minoritaires, Ecologie, Sociolinguistique contrastive, Linguistique de développement social.

1 Introduction

Les langues parlées à l'extrême nord de la Russie, de la péninsule de Kola et la Carélie à la région de la Tchoukotka et à la presqu'île du Kamtchatka, sont quasiment toutes aujourd'hui menacées de disparition à plus ou moins court terme. Le vaste espace sibérien connaît la même attrition linguistique avancée. Cette situation s'explique par divers facteurs, dont la difficile résistance des dispositifs de politique linguistique hérités de l'époque soviétique, une trentaine d'années après la chute du communisme, et par de multiples phénomènes liés à la globalisation, qui a fortement impacté le mode de vie traditionnel.

Notre contribution portera sur quelques-unes des quarante communautés[1] qui parlent ces langues et qui sont répertoriées aujourd'hui dans le recensement des peuples autochtones numériquement faibles du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient de la Fédération de Russie[2] :

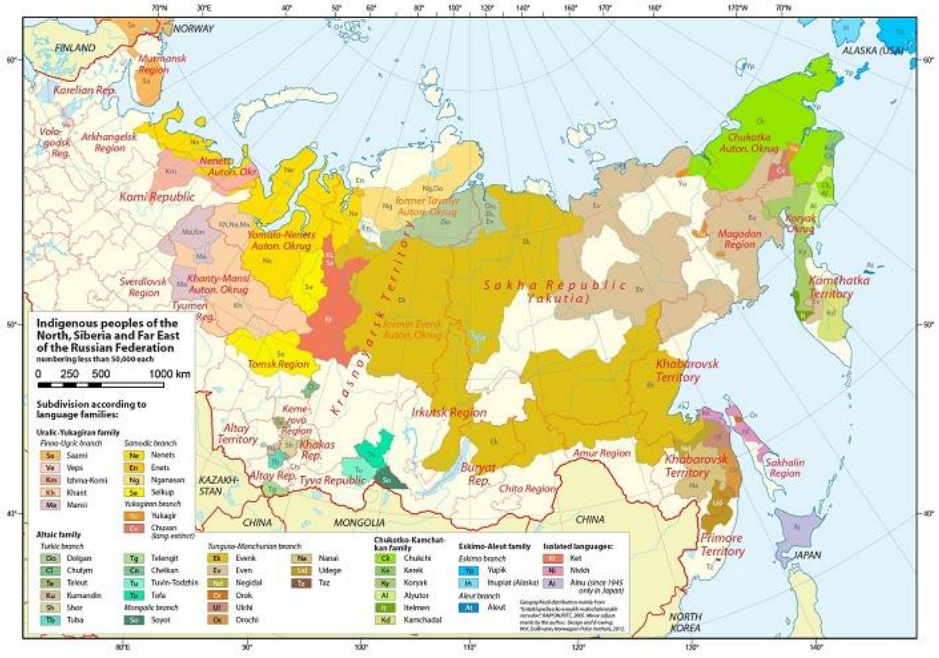


Fig. 1 : Source : http://mapinmap.ru/archives/8454

Elles ne se trouvent pas toutes dans la même situation, ni du point de vue démographique (il y aurait encore un peu plus de quarante mille Nenets, mais seulement quatre Kéreks, par exemple)[3] ni du point de vue socio-économique (les ressources naturelles, comme le gaz ou le pétrole, sont inégalement réparties entre la Sibérie et l'Extrême-Orient), ni même face au rouleau compresseur de l'économie de marché (le mode de vie traditionnel – chasse, pêche des mammifères marins, élevage des rennes… – est davantage présent au nord que dans la partie occidentale du territoire).

Forte de l'expérience de nos différents terrains sociolinguistiques en Fédération de Russie[4], nous porterons cette fois-ci notre regard sur la situation culturelle, sociale,

[1] Nous utilisons ici ce mot dans le sens de « groupe ethnique » – terme davantage en usage dans la partie orientale du continent que dans le contexte occidental, où il est considéré comme difficilement définissable sur la base de critères objectifs.

[2] *Cf.* http://www.raipon.info/activity/pravovaia-deiatelnost/federal-legislation/on-approval-of-the-list-of-indigenous-small-numbered-peoples-of-the-north-siberia-and-far-east-of-th.php.

[3] D'après le recensement de 2010 (le recensement de 2020 est encore en cours, au moment de la finalisation de cet article), 44 640 personnes se sont déclarées comme faisant partie de la communauté des Nenets, et quatre comme appartenant à celle des Kéreks. *Cf.* http://www.gks.ru/free_doc/new_site/perepis2010/croc/perepis_itogi1612.htm.

[4] En particulier sur les langues finno-ougriennes (mordve et vepse). Les Vepses – 5 936 personnes en 2010 (dernières données officielles connues) – figurent sur la liste des quarante peuples numériquement

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

économique et écologique, que connaissent de nos jours ces populations du « grand Nord » russe. Notre principal corpus, pour mener cette recherche, sera composé de divers documents produits au sein de l'Association des peuples autochtones numériquement faibles du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient de la Fédération de Russie[5], riches en témoignages authentiques, et d'une certaine manière uniques, tant ces documents sont peu connus et rarement analysés par des chercheurs occidentaux. Nous les mettrons en contraste avec les données et les missions annoncées dans des dispositifs officiels, afin de montrer comment ces populations mobilisent de nos jours leurs propres ressources linguistiques et culturelles en vue de la recherche de solutions aux problèmes liés au développement économique et sociétal de leurs régions, et comment elles œuvrent pour l'amélioration de leurs conditions de vie, « pour que développement économique rime avec développement social et que les deux s'accordent au respect de l'environnement, des identités et des héritages » (Agresti, 2014 : 38).

En adoptant les méthodes de la *sociolinguistique contrastive* (Djordjevic Léonard, 2017), qui se définit comme une typologie à grain fin des situations sociolinguistiques ou glottopolitiques, autrement dit liées aux politiques linguistiques, permettant de dépasser le seul niveau de l'observation ou de la simple comparaison à grands traits, nous tenterons d'apporter une contribution au paradigme de la *linguistique pour le développement social*, en termes de diagnostic de situations critiques pour les minorités sociolinguistiques, tant sur le plan glottopolitique que territorial et environnemental.

2 Les langues et les peuples du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient

Les langues des peuples[6] autochtones[7] numériquement faibles[8] du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient de la Fédération de Russie, réunis autour de l'ONG du même nom, appartiennent, *a minima*, à sept familles linguistiques : ouralienne (groupe finno-ougrien : hanti, mansi, vepse, same ; groupe samoyède : nenets, énets, nganassan, selkoup), altaïque (groupe turcique : shor, dolgane, touvain-todjin, télenguit, soïot, qumanda, téléout, toubalar, tchalkan, tofalar, tchoulym ; groupe toungouse : évène, évenk, nanaï, oultche, oudégué, néguidale, orotche, orok), tchouktche-kamtchadale (tchouktche, itelmen, koriak, kérek, alioutor), ïenisseïenne (ket), sino-tibétaine (taz),

faibles que nous venons de citer. Dans le cadre de nos missions de terrain, en tant que sociolinguiste, nous nous intéressons essentiellement aux conditions de résistance et de résilience des minorités linguistiques, à travers les entretiens que nous menons, le plus souvent, avec les aménageurs et les travailleurs culturels issus de ces communautés.

[5] *Cf.* le site de l'ONG Ассоциация коренных малочисленных народов Севера, Сибири и Дальнего Востока Российской Федерации : (http://www.raipon.info), créée en 1990, lors du Premier Congrès des peuples du Nord. Désormais RAIPON, acronyme de *Russian Association of Indigenous Peoples of the North*.

[6] Nous utilisons ici l'équivalent français de народы russe, consciente de la polysémie des termes appartenant à la « terminologie nationale », et de leur lien avec les conditions historiques locales. Ici, le terme de *peuple* est envisagé dans sa définition la plus courante : ensemble d'individus qui partagent la même origine et la même culture.

[7] Le terme russe коренные народы signifie littéralement « peuples enracinés ».

[8] S'il fut un temps où ces différents peuples ont été nommés « les petits peuples » (малые народы), cette appellation, jugée péjorative, a été remplacée par celle de « peuples numériquement faibles » ou de « peuples à faibles effectifs » (малочисленные народы) – appellation « qui articule avant tout l'importance numérique (quantitative et non qualitative) des groupes ethniques les uns par rapport aux autres » (Chichlo, 2008 : 21).

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

isolats (nivkh, youkaghir), eskimo-aléoute (deux groupes distincts). A cela on peut ajouter les Tchouvanes (qui parlent surtout le tchouktche) et les Kamtchadales (qui ont adopté comme seule langue d'usage le russe).

Si nous indiquons ici non pas les peuples mais leurs langues, ce choix n'est pas sans poser quelques problèmes : si dans la plupart des cas, le nom de la langue est directement issu du nom du peuple correspondant, certains peuples de la liste n'ont pas (plus) de spécificité linguistique (c'est notamment le cas avec les Tchouvanes et les Kamtchadales, qui soit n'ont pas ou n'ont plus de langue propre, soit ont adopté le russe comme langue d'usage), tandis que les Esquimaux et les Aléoutes, appartenant à deux groupes ethniques distincts, sont réunis d'un point de vue linguistique dans un même *phylum*.

Si l'on peut admettre que ces quarante peuples, compte tenu de leur poids démographique[9] (moins de 50 000 personnes pour chacun d'eux[10], pour un total de 237 476 personnes[11]), représentent une goutte d'eau (0,3%) dans l'immensité du peuplement russe, l'espace territorial qu'ils couvrent est réellement impressionnant et englobe bien plus que la moitié du territoire de la Fédération de Russie.

La perestroïka, et le vent de liberté qui a soufflé à partir de la fin des années 1980 sur l'espace soviétique jusqu'alors fermé, ont provoqué une sorte de sursaut identitaire chez les différents peuples éparpillés sur cet immense territoire et, surtout, ont généré beaucoup d'espoir. À l'époque de l'URSS, la soviétisation de la société, son économie basée sur la collectivisation des terres, la sédentarisation plus ou moins forcée, ainsi que la russification, ont généré de nombreux problèmes sociaux dont les populations qui nous intéressent ici ont payé le prix fort : dépendance économique, appauvrissement, assujettissement et acculturation sont quelques-unes des conséquences encore visibles aujourd'hui. Cependant, on ne doit pas faire l'impasse sur un important développement culturel et linguistique qu'ont connu ces mêmes populations dans le cadre de l'ensemble soviétique, ni perdre de vue les difficultés de gestion d'un territoire aussi vaste qu'un continent et avec des disparités très importantes en termes d'infrastructures, de richesses locales, de conditions climatiques. Qui plus est, dans des contrées particulièrement éloignées des grands centres de pouvoir, il arrivait que ce qui était

[9] Le poids démographique en 2010 (dernier recensement finalisé) : Alioutors (0), Kéreks (4), Enets (227), Taz (274), Oroks (295), Tchoulyms (355), Aléoutes (482), Néguidales (522), Orotches (596), Tofalars (761), Nganassans (862) Tchouvanes (1 002), Tchalkans (1 181), Kets (1 219), Oudégués (1 453), Youkaghirs (1 597), Esquimaux (1 738), Sames (1 771), Kamtchadales (1 927), Toubalars (1 965), Téléouts (2 643), Oultches (2 765), Koumandines (2 900), Itelmens (3 193), Soïots (3 608), Selkoups (3 649), Télenguites (3712), Touvains de Todjin (4 442), Nivkhs (4 466), Vepses (5 936), Dolganes (7 885), Koriaks (7 953), Nanaïs (11 671), Mansis (12 269), Shors (12 888), Tchouktches (15 908), Evènes (21 830), Hantis (30 943), Evenks (37 131), Nenets (44 640). *Cf.* http://www.gks.ru/free_doc/new_site/perepis2010/croc/perepis_itogi1612.htm.

[10] C'est la condition *sine qua non* pour faire partie du recensement mentionné supra, au même titre que la conscience de faire partie d'une communauté individuable.

[11] *Cf.* http://raipon.info/peoples/data-census-2010/data-census-2010.php. En donnant ces chiffres, RAIPON (sous la plume de D. Bogoyavlenskiï) insiste sur son site au sujet de la nécessité de les prendre avec beaucoup de réserves, compte tenu de toutes les nuances qui caractérisent le déclaratif : absence de réponse précise, hésitations dans le cas des mariages mixtes, individuations ethniques d'un recensement à l'autre, en fonction des conjonctures politiques (ex. les Enets qui se séparent des Nenets seulement à partir de 1989 ; les Alioutors qui s'individuent officiellement des Koriaks – dont ils faisaient encore partie dans les catégories du recensement de 2002 – sans que finalement cela n'aboutisse à un résultat probant : le recensement de 2010 indique l'absence totale d'Alioutors, faisant descendre *de facto*, mais toujours pas *de jure*, la liste des quarante peuples à trente-neuf).

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

l'idéal de progrès pour les uns[12] entre en opposition avec le mode de vie et les aspirations des autres, faisant naître des revendications en faveur de (plus de) liberté et d'autonomie. Mais comme il arrive souvent dans l'histoire, qu'elle soit individuelle ou collective, ce vers quoi on aspire peut se révéler décevant une fois obtenu, en raison de la force des conséquences imprévues ou oblitérées dans le processus de revendication initial. Ainsi, le désenchantement n'a-t-il pas tardé non plus, après l'éclatement de l'URSS, pour les peuples du Nord :

> Le départ massif des Russes[13] a représenté une véritable catastrophe. En quittant le Grand Nord, ils ont laissé en déshérence des secteurs entiers d'activité, comme l'administration régionale et locale, la justice, les services communaux et, surtout, l'éducation et la santé. Les autochtones n'ont pas été formés en nombre suffisant à ces différentes fonctions, voire n'ont pas été formés du tout. (Chichlo, 2008 : 24-45).

En effet, si l'idéologie soviétique ne laissait pas une grande marge de manœuvre pour tout ce qui sortait du cadre prédéfini, la fin du communisme va s'avérer une épreuve encore plus grande pour ces peuples laissés-pour-compte. Mais une fois passées les difficiles années de la transition, l'État russe – héritier de la plus grande partie de l'espace soviétique – va prendre différentes mesures de protection et de valorisation de ces territoires. La Constitution, adoptée en 1993, mentionne explicitement les droits des peuples autochtones, dans son article 69 :

> La Fédération de Russie garantit les droits des peuples autochtones conformément aux principes et aux normes généralement reconnus du droit international et aux traités internationaux de la Fédération de Russie.[14]

Quelques années plus tard, en avril 1999, une loi fédérale a été votée, garantissant le développement socioéconomique et culturel des peuples numériquement faibles, et la protection de leur habitat, mode de vie traditionnel, métiers, organisation sociale… On apprend, en lisant l'article 5 de ladite loi, que l'État s'engage par ailleurs à financer les différents programmes en vue :

> du développement socioéconomique, du développement culturel des peuples numériquement faibles, du développement, de la conservation et de la revitalisation de leurs langues, de la protection de leur habitat principal, du

[12] Pour Boris Chichlo, les bolcheviks : « majoritaires par définition, […] ignoraient délibérément les intérêts des minorités, ainsi que leurs traditions millénaires, afin de les aiguiller vers ce qu'ils considéraient comme la voie unique du progrès » (Chichlo, 1993 : 54).

[13] Rappelons que, durant l'époque soviétique, beaucoup de Russes partaient s'installer et travailler dans ces contrées lointaines. Ces « expatriés » internes touchaient généralement des salaires importants pour compenser l'éloignement et les conditions de vie difficiles.

[14] « Российская Федерация гарантирует права коренных малочисленных народов в соответствии с общепризнанными принципами и нормами международного права и международными договорами Российской Федерации ». *Cf.* http://www.constitution.ru/10003000/10003000-5.htm. Toutes les traductions du russe au français sont réalisées par nous-même.

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

> mode de vie traditionnel, de la gestion, de l'utilisation et de la protection de leurs terres et d'autres ressources naturelles. [15]

En effet, cette loi engage l'État, qui dit vouloir œuvrer au développement socioéconomique et culturel de ces populations particulièrement vulnérables, à mettre la main à la poche. À titre d'exemple, lors de notre séjour sur le terrain en République de Carélie, en 2013, on nous a montré un groupe scolaire en phase de construction précisément grâce aux moyens débloqués par un programme fédéral, dans le village vepse de Šoltozero, connu pour son musée ethnographique consacré aux Vepses (financé par d'autres moyens, mais caractéristique d'un effort de développement social par la culture).

Une autre loi importante a été votée en 2001 (loi n° 49-F3). Dans son article 13, elle précise que les autochtones sont prioritaires dans l'exploitation des ressources de leurs territoires :

> L'utilisation des ressources naturelles dans les territoires caractérisés par la gestion traditionnelle de la nature, dans le but de cultiver un mode de vie traditionnel, est assurée pour des personnes appartenant à des peuples numériquement faibles et pour leurs communes, conformément à la législation de la Fédération de Russie, ainsi qu'aux coutumes des peuples numériquement faibles.[16]

Si certains dispositifs sont ouvertement favorables aux peuples autochtones, leur permettant d'exploiter leurs terres, d'y chasser et d'y pêcher en toute liberté, on sait qu'en matière de lois, les bonnes intentions peuvent rester lettre morte si elles ne sont pas suivies de décrets d'application[17]. Dans ce sens, le travail de veille qu'accomplit RAIPON est d'autant plus utile et nécessaire. Ses statuts, adoptés en 1990 et maintes fois complétés depuis, énumèrent les différents objectifs de cette association qui œuvre pour l'amélioration des conditions socioéconomiques des quarante peuples autochtones des régions septentrionales, la protection de l'environnement, le développement culturel et l'éducation. Nous pouvons citer quelques-uns de ces objectifs :

> défense des droits et des intérêts des peuples numériquement faibles du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient [...] promotion de [leur] déve-

[15] « [...] социально-экономического и культурного развития малочисленных народов, развития, сохранения и возрождения их языков, защиты их исконной среды обитания, традиционных образа жизни, хозяйствования, использования и охраны земель и других природных ресурсов ». *Cf.* http://pravo.gov.ru/proxy/ips/?docbody=\&nd=102059473.

[16] « Использование природных ресурсов, находящихся на территориях традиционного природопользования, для обеспечения ведения традиционного образа жизни осуществляется лицами, относящимися к малочисленным народам, и общинами малочисленных народов в соответствии с законодательством Российской Федерации, а также обычаями малочисленных народов ». *Cf.* http://kremlin.ru/acts/bank/16897.

[17] Boris Chichlo en donne des exemples saisissants : « Sans titre officiel de propriété, les représentants des communautés autochtones ne peuvent obtenir de permis de longue durée pour la chasse, d'autorisations pour le commerce des fourrures ou de quotas pour les produits de la pêche destinés à leur consommation personnelle. Les territoires qui leur ont été attribués par le passé sont vendus par les autorités locales, généralement pour l'exploitation du bois. Leurs terres ancestrales sont louées à d'autres, si bien que lorsqu'ils y chassent ou y pêchent, ils se retrouvent accusés de braconnage, leurs fusils ou leur matériel de pêche sont confisqués, ainsi que tout le poisson ou le gibier qu'ils ont eu tant de mal à attraper. » (Chichlo, 2008 : 26). Nous aborderons plus en détail cette question dans la section 3.3 du présent chapitre.

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

> loppement spirituel, culturel, social et économique […] protection de [leur] habitat d'origine, préservation et développement des modes de vie et des activités économiques traditionnels […] protection des droits des peuples autochtones du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient de la Fédération de Russie à la terre et aux ressources naturelles dans leurs lieux de résidence historiques […] sensibilisation élargie de la société quant au patrimoine historique et culturel, aux traditions et aux coutumes [de ces populations][18].

Nous verrons plus loin quelle est la portée réelle de ces différents dispositifs, et quelles sont les difficultés auxquelles sont confrontés les peuples autochtones, y compris d'un point de vue linguistique, malgré un appareil législatif qui semble favorable à leur égard.

3 La (socio)linguistique pour le développement

L'essor récent de la *linguistique pour le développement* (Tourneux, 2008 ; Agresti, 2014) s'explique par les besoins urgents d'agir non seulement pour contribuer au développement de nos sociétés, en particulier dans les zones les plus fragiles, mais également pour ne pas passer par pertes et profits les initiatives et actions allant déjà dans ce sens. Il incombe aux linguistes d'étudier comment les langues et les cultures peuvent être mobilisées dans cet objectif. Leur attention ces dernières années a été surtout portée vers les cultures et les langues vulnérables, et nombre d'entre eux se sont engagés, avec plus ou moins de succès, dans des actions visant la valorisation, la promotion – notamment à travers le domaine éducatif – ou même la revitalisation de ces dernières. La *linguistique pour le développement* ou la *linguistique du développement social* a enrichi ces actions par une attention portée à des populations vulnérables et, plus encore qu'à leurs langues, à l'amélioration de leurs conditions de vie, de manière générale : il s'agit d'une linguistique interventionniste qui doit « être concrètement utile au sujet et à sa/ses communauté(s) d'appartenance, à leur épanouissement » (Agresti, 2014 : 14).

Le concept de *développement* renvoie systématiquement à des territoires et des régions pauvres – précisément donc sous-développés –, où les populations luttent au quotidien, tour à tour, contre les événements climatiques, les déséquilibres écologiques, le manque d'infrastructures, les conflits sociaux ou politiques, les problèmes sanitaires ou même des crises humanitaires. La réflexion sur le développement se présente souvent sous cette forme binaire : les pays développés s'opposent à des pays en voie de développement, les premiers étant censés exporter leur modèle de société, de réussite, de prospérité et de croissance – pour parler en termes économiques – vers les seconds. Or, cette fracture entre les régions riches et les régions pauvres, respectivement déve-

[18] *Cf.* http://raipon.info/documents/ustav.php : « защита прав и интересов коренных малочисленных народов Севера, Сибири и Дальнего Востока [...] содействие духовному, культурному, социальному и экономическому развитию [...] защита исконной среды обитания, сохранение и развитие традиционного образа жизни и традиционных видов хозяйственной деятельности [...] защита прав коренных малочисленных народов Севера, Сибири и Дальнего Востока Российской Федерации на землю, природные ресурсы в местах исторического проживания [...] содействие широкому ознакомлению общественности с историческим и культурным наследием, традициями и обычаями ».

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

loppées et sous-développées, tend à s'effacer de plus en plus. En effet, nombre de ces problèmes et fléaux, que nous venons de mentionner, frappent, à des degrés divers, les pays les plus riches, laissant apparaître une fragilité de notre écosystème global qui est, par nature, comme tout complexe écologique, interdépendant : les problèmes du Sud ne peuvent que difficilement, et pour un temps limité, rester cantonnés à cette seule région, ils finissent nécessairement par avoir des répercussions sur le Nord[19] ; de la même manière, certains choix politiques des pays du Nord peuvent avoir des conséquences sur l'ensemble de la planète[20]. Autrement dit, aussi locaux que puissent être les mesures politiques et les événements, les conséquences sont souvent globales. Zouogbo, dans un article récent (2020), rappelle très justement « l'effet papillon » des crises mondiales :

> À ceux qui ont encore du mal à concevoir que le développement implique un nécessaire devoir de solidarité, nous rappellerons qu'une crise des réfugiés en Syrie, l'assèchement du Lac Tchad dans la région soudano-sahélienne (qui prive les populations de leurs principales sources de revenus et livre les forces vives de cette région au mouvement djihadiste *Boko Haram*), une guerre déclenchée en Lybie… ont des répercussions qui sont directement ressenties à Paris-Porte de La Chapelle, pourtant bien loin des hypocentres de tensions. L'effet papillon de ces catastrophes économico-humanitaires n'est plus à démontrer. D'où la nécessité de traiter solidairement les problèmes liés au (sous/mal) développement.

En ce qui concerne la place des langues dans le développement, Henry Tourneux a bien montré dans ses travaux le lien entre les conditions socioéconomiques défavorisées et une sorte de « dépendance communicationnelle »[21], dans un contexte de grande marginalisation des langues locales, au bénéfice le plus souvent des langues européennes (Tourneux, 2008). Dans nombre de pays bénéficiant des programmes de développement, notamment en Afrique, une « barrière de la langue » est réellement présente, d'où la nécessité de faire participer davantage les langues locales dans ces programmes, si l'on veut réussir leur implémentation :

> L'écoute des « pauvres » dans leur propre langue et suivant leur propre code culturel, permet une nouvelle compréhension des problèmes que leur cause la fragilité de leurs conditions de vie ; elle permet encore de comprendre leur réactivité d'un point de vue englobant (holistique) et non pas sectoriel (purement technique). (Tourneux, 2008 : 16).

La situation en Russie – notre terrain d'étude –, est différente de celle que l'on rencontre aujourd'hui sur le continent africain : les langues d'Afrique sont davantage parlées et la maîtrise des langues coloniales – souvent officielles – n'est pas parfaite

[19] Il suffit de penser aux crises et aux conflits qui ont engendré les dernières vagues migratoires vers l'UE, à partir de 2015.

[20] On peut penser ici notamment au choix des USA, l'un des deux plus gros émetteurs de gaz à effet de serre au monde, ne de pas (plus) respecter l'accord de Paris sur le climat, depuis 2017.

[21] *Cf.* pour le concept de *dépendance communicationnelle*, Bearth (2008).

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

au sein de la population ; en Russie, en revanche, le bilinguisme de la population qui nous intéresse ici est aujourd'hui surtout soustractif[22], il se fait au détriment de la langue maternelle[23]. Plus encore, on peut dire que le bilinguisme en Russie est un bilinguisme à sens unique, car si les minorités sont souvent bilingues, la majorité l'est rarement :

> Les Russes, qui constituent la plus grande partie de la population, dans leur majorité, ne connaissent pas les langues locales. Les locuteurs de ces mêmes langues, en revanche, apprennent le russe, en règle générale, déjà dans leur prime enfance. Une telle situation peut être appelée bilinguisme unilatéral.[24] (Замятин *et al.*, 2012 : 11).

La prise en compte des problèmes liés au développement a été à l'origine du concept de *développement durable*. Il se définit, depuis les années 1980, comme un « mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs » (Brundtland, 1987)[25] et, après une hésitation entre les adjectifs *soutenable* et *durable*, s'impose dans le contexte francophone sous cette forme – le calque de l'anglais *sustainable development* –, et devient le « maître-mot de l'économie de l'environnement » (Paissa, 2008 : 552). Sylvie Brunel rappelle avec raison que, même si le concept s'est développé surtout dans les années 1990, l'idée avait émergé déjà dans les années 1970, sans réussir à s'imposer avant la fin de la guerre froide, et la généralisation des ONG portant des messages généraux et ayant des préoccupations universelles (Brunel, 2004 : 19).

Le développement durable a besoin de l'implication de tous les acteurs : majoritaires et minoritaires, et c'est pour cette raison que la *linguistique pour le développement* place au cœur de son action le sujet – un sujet auquel on n'a pas pris la langue :

> [...] le sujet ayant une pleine souveraineté linguistique est un sujet enraciné qui est tout particulièrement en mesure de transformer le monde parce qu'il est censé connaître l'étroit rapport entre les mots et les choses, les connaissances théoriques et les pratiques. Il peut donc contribuer au développement de sa communauté. Il se place en effet aux antipodes du sujet déraciné, victime de l'aliénation diglossique ou de l'aliénation tout court – sujet diminué qui est, lui, transformable, manipulable par le monde. (Agresti, 2014 : 19).

[22] En sociolinguistique, tout comme en psycholinguistique, le *bilinguisme soustractif* s'oppose au *bilinguisme additif* : dans le cas du bilinguisme additif, l'apprentissage d'une L2 améliore et renforce les compétences en L1 ; dans le cas du bilinguisme soustractif, en revanche, l'individu apprend la L2 au détriment de la L1.

[23] Louis-Jean Calvet parle, dans ce type de cas de figure, de la valeur utilitaire de la langue qui prend le dessus : « soit [les gens] peuvent mener toute leur vie dans cette langue, soit ils sont obligés d'en acquérir une autre » (Calvet, 2013 : 24).

[24] « Русские, составляющие основную часть населения, в большинстве своем не знают местных языков. Носители же данных языков, наоборот, выучивают русский -- как правило, уже в раннем детстве. Такую ситуацию можно назвать односторонним двуязычием » . Cela dit, il n'était pas rare que les membres des minorités connaissent les langues d'autres minorités du même territoire (Замятин *et al.*, 2012 : 12).

[25] *Cf.* http://www.diplomatie.gouv.fr/sites/odyssee-developpement-durable/files/5/rapport_brundtland.pdf.

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

Dans cette réflexion sociale sur le développement durable et ses différentes facettes, la sociolinguistique ne saurait être neutre, qu'il s'agisse de l'observation des situations de contact ou de conflit de langues, de la critique des politiques linguistiques et de la distance entre les intentions ou déclarations *de jure* et les mesures prises ou soutenues *de facto*. La sociolinguistique est un outil d'observation et d'explication de la complexité socioculturelle, mais aussi de dénonciation ainsi que d'émancipation, pour les professionnels aussi bien que pour les sociétés civiles. La compréhension des mécanismes de domination et de sujétion, de négociation des identités et des jeux de pouvoir, de résistance et de résilience des langues et des cultures minoritaires ou minorées revêt une importante fonction sociétale critique, que les chercheurs ne sauraient éluder.

4 Acquis techniques et situations réelles : quelques études de cas

Dans le domaine des langues du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient, outre nos travaux sur le vepse[26], nous avons déjà eu l'occasion d'aborder les langues tchouktches-kamtchadales[27]. Cette recherche récente a été pour nous l'occasion de découvrir la revue *Le monde des peuples autochtones. L'Arctique vivant*[28] une source d'informations très riche sur les questions sociales, économiques et culturelles de ce qu'on peut appeler « le grand Nord » russe. Dans notre article (Djordjevic Léonard, 2016), nous avions mené une analyse de certains numéros de cette revue, en portant notre regard de sociolinguiste uniquement sur le monde tchouktche-kamtchadale. En cherchant à élucider les raisons de la très forte diglossie, autrement dit d'un bilinguisme sociétal très inégalitaire, dans laquelle se trouvent aujourd'hui les quelques langues de cette famille linguistique encore en usage, nous avons beaucoup appris sur la difficile résistance des métiers traditionnels (élevage de rennes, chasse de grands mammifères marins et de zibelines, pêche en mer et en rivière) et la dégradation générale des conditions de vie locales : la pauvreté, le chômage et l'alcoolisme sont quelques-uns des fléaux qui frappent aujourd'hui ces contrées lointaines, et rendent les préoccupations linguistiques secondaires au sein de la population. Cependant, la lecture minutieuse de ce corpus médiatique original et, de notre point de vue, heuristique en ce qui concerne la sociolinguistique du développement social, nous a également permis de découvrir des actions militantes et résilientes menées par des activistes locaux. Certaines des actions décrites incitent même à l'optimisme quant à la revitalisation possible des langues tchouktches-kamtchadales, du moins les plus importantes d'entre elles. Ce premier corpus sur lequel nous avons travaillé était également riche en témoignages sur toutes les causes externes qui détruisent l'environnement, nuisent au mode de vie traditionnel, et rendent la vie de ces populations encore plus difficile : la pollution de la mer d'Okhotsk par le pétrole, les problèmes qu'affronte l'élevage du renne, les dégâts causés par l'industrialisation… tout cela dans un contexte économique qui ne fait que péricliter. En somme, un corpus qui nous a donné l'impression que ces peuples

[26] Cf., entre autres, Djordjevic Léonard, 2013 ; 2014.

[27] *Cf.* Djordjevic Léonard, 2016.

[28] Мир коренных народов. Живая Арктика, revue publiée par RAIPON, depuis 1999. Distribuée gratuitement, elle paraît une ou deux fois par an, et son tirage atteint actuellement 1000 exemplaires. Il s'agit, surtout pour les derniers numéros, de véritables monographies (plus de 100 pages, en partie en couleur), très éloignées du format d'une simple revue locale. Les textes sont souvent de grande qualité et d'une grande originalité pour un lecteur occidental. La plupart des numéros sont disponibles au format pdf, sur le site de RAIPON. *Cf.* (http://raipon.info/info/magazines/).

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

sont en quelque sorte des « otages de l'histoire », qui ont du mal à trouver leur place dans le nouveau cadre géopolitique de l'après communisme, mais qui, pour la plupart, gardent encore une conscience développée de leur spécificité culturelle et linguistique, et cherchent des solutions viables pour le présent et pour l'avenir.

La présente contribution est pour nous l'occasion d'aller plus loin, au-delà du seul monde tchouktche-kamtchadal, d'englober un territoire plus vaste, de proposer une lecture plus approfondie de ce même corpus médiatique, mais également de l'enrichir par d'autres corpus : articles et communications scientifiques, nos observations de terrain chez les Vepses, sources littéraires, témoignages divers.

Nous ferons, dans un premier temps, quelques observations sur les principaux acquis culturels et linguistiques dont peuvent se prévaloir ces populations, avant d'aborder les problèmes sociaux, écologiques, économiques et linguistiques que rencontrent les minorités autochtones aujourd'hui, au début du troisième millénaire. La dernière partie, que nous avons intitulée « Parole vive », proposera une lecture ciblée de la revue *Le monde des peuples autochtones. L'Arctique vivant*, depuis son premier numéro, paru en 1999, jusqu'au dernier, paru en 2017[29]. Nous y chercherons surtout des témoignages provenant d'autochtones, afin de nous positionner, en quelque sorte, comme porte-parole de leurs principales revendications, de leurs observations, de leurs aspirations, leur permettant de se faire entendre au-delà de ce que peut être leur lectorat habituel, tout en apportant une contribution à la sociolinguistique du développement social.

4.1 Des acquis culturels et linguistiques pour et par les minorités autochtones

Les peuples et les langues dont il est ici question peuvent se prévaloir d'un certain nombre d'acquis, obtenus dès les premières années du régime soviétique : alphabétisation, codification et standardisation linguistiques, éducation en langues locales, publications littéraires et scientifiques, développement de la presse… Certes, on sait que, en Russie comme ailleurs, cela ne suffit pas à un véritable développement linguistique et culturel :

> Nombreux sont ceux qui ont imaginé […] qu'il suffisait d'établir une orthographe pratique de la langue, puis de créer des petits livrets d'alphabétisation, de calcul, de santé, etc., pour avoir contribué au développement de telle langue et donc de la population qui la parle. Si ces choses sont utiles, et même indispensables, elles sont loin de suffire ; il faut en effet avoir une approche systémique de la question des langues et du développement, et la composante que l'on a tendance à oublier […], est celle de la culture. (Tourneux, 2008 : 12-13).

En effet, malgré ces acquis, la situation des langues autochtones en Russie est assez paradoxale : les langues autochtones sont généralement bien décrites dans des livres de grammaire, elles sont pratiquement toutes écrites, elles sont encore plus ou moins parlées, même si leurs locuteurs sont pratiquement toujours bilingues, et que la langue

[29] Le numéro 34 est le dernier numéro paru, au moment de la rédaction de ce texte.

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

principale pour tous et partout reste le russe. Cependant, elles connaissent, toutes, un inexorable déclin, comme on le verra dans la section suivante. Dans ce contexte, la reconnaissance et la prise en compte des langues autres que celle majoritaire, en tant que vecteurs culturels, est nécessaire :

> Les langues, qu'elles soient nombreuses ou non, doivent d'abord être prises pour ce qu'elles représentent. À savoir, des systèmes d'expression porteurs de culture. Ce qui signifie que rien ne peut être fait et qu'aucune action ne peut être entreprise sans la prise en considération de celui ou de celle qui s'en sert. (Hazoumê, 2005 : 12).

Quoi qu'il en soit, la politique linguistique de l'immense espace soviétique mériterait d'être davantage connue que ce n'est le cas actuellement, notamment dans sa dimension pragmatique – intégration d'un grand nombre de langues dans une structure de gestion glottopolitique de type pyramidal (droits linguistiques pour tous, mais différents en fonction de la taille de la communauté et de son autonomie administrative, avec une langue au-dessus des autres : le russe). Tout a commencé dans la période prérévolutionnaire, au tout début du XX^{e} siècle, lorsque les bases ont été posées pour l'individuation de nombreuses langues autochtones, censées s'épanouir aux côtés du russe. Lors de la Révolution, le terrain était déjà prêt pour réaliser l'un des plus grands objectifs de la construction du fédéralisme soviétique – élever les langues nationales, souvent de tradition orale, au rang de langues littéraires, à travers un travail de standardisation et de codification. Comme nous l'avons mentionné plus haut, à cette époque, des langues de tradition orale se sont vues dotées de systèmes d'écritures, des écoles en langues nationales ont été ouvertes, l'éducation populaire s'est développée. Ces premières avancées ont été de courte durée, car dès les années 1930 commence le déclin, lent mais progressif, des langues nationales face à l'imposition économique et politique et surtout une fonctionnalité sans équivalent de la langue russe (Замятин *et al.*, 2012 : 50) – le russe étant la seule langue permettant de se déplacer, mais aussi de s'intégrer professionnellement dans espace géographique immense. Certaines écoles nationales ferment, les publications s'espacent, tandis que la russification avance. Pour un nouveau réveil de la conscience nationale, il faudra attendre les années 1980-1990, mais le pays ne connaîtra pratiquement plus jamais, et nulle part sur le territoire, un programme aussi ambitieux d'initiatives comme celui de la période soviétique prélinienne, malgré ses inévitables lacunes et ses contradictions, à cette échelle et dans ces circonstances historiques.

En résumé, si les acquis linguistiques et culturels dont peuvent se prévaloir la plupart des peuples du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient, à des degrés divers, sont bien réels, ils ne semblent pas avoir résisté au temps. Dans de nombreuses régions de la Russie, on peut même parler désormais d'un véritable « désaménagement linguistique » (Djordjevic, 2006), qui peut être défini comme le détricotage des dispositifs pluralistes hérités du passé. Il nous semble intéressant d'observer à présent ces problèmes (socio)linguistiques, non pas de manière isolée, mais en tant que composants d'un ensemble de problèmes sociaux plus vaste, qui englobe des domaines divers, notamment l'économie et l'écologie.

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

4.2 Problèmes sociaux, écologiques, économiques et linguistiques des minorités autochtones

Les langues parlées par les minorités autochtones qui nous intéressent ici sont marginalisées aujourd'hui à plus d'un titre. Les populations vivant dans des conditions d'éloignement et d'enclavement par rapport aux grands centres nationaux et régionaux ne les considèrent pas comme des outils modernes de communication, susceptibles de leur permettre une véritable réussite et une ascension économique. Elles bénéficient donc de représentations plutôt négatives quant à leur utilité et leur fonctionnalité sociales. Elles ne sont pas seulement minoritaires, par rapport à la langue principale du pays, mais sont également minorées par leurs propres locuteurs, comme souvent dans les situations de diglossie[30]. Si elles ont été bien décrites ou souvent bien outillées par des linguistes à l'époque soviétique, elles ne se sont pas nécessairement adaptées à tous les impératifs du monde moderne, d'un point de vue terminologique, mais aussi technologique. L'aménagement linguistique du passé n'ayant pas bien résisté aux difficiles années de la transition postsoviétique, elles se sont retrouvées placées sur une échelle de valeur inférieure à celle qui caractérise la langue russe, sans les formes de compensation symbolique et statutaire dont elles avaient pu bénéficier à divers degrés dans le cadre de l'URSS. Lorsqu'elles sont enseignées, elles le sont le plus souvent en tant que matières scolaires facultatives, mais ne fonctionnent pas en tant que langues d'enseignement. En résumé, de nos jours, les langues les plus vulnérables de la Russie grossissent les rangs des langues en voie de disparition de l'ensemble de la planète, dans le courant de cette grande vague d'attrition linguistique planétaire de l'ère de la globalisation, sans que l'on puisse, du moins pour le moment, imaginer une quelconque perspective de retournement de la situation.

De fait, pour certains peuples numériquement faibles du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient, les principales « causes » à défendre sont précisément l'usage et la survie de la langue. Lors de notre séjour de terrain chez les Vepses de la République de Carélie, en 2013, nous avons interviewé la linguiste Nina Zaïceva, qui nous a confié :

> « Nous sommes de type européen, et nous tenons beaucoup à notre langue. Nous ne sommes pas des éleveurs de rennes, nous ne vivons pas dans la toundra, il est difficile de nous différencier des russophones, et pour cela la langue pour nous, c'est le facteur le plus important qui nous distingue des autres. »[31] (entretien réalisé par K. Djordjevic Léonard, le 23 avril 2013).

C'est notamment grâce à la mobilisation des activistes culturels et des aménageurs de la langue, comme la linguiste que nous venons de citer, que les Vepses ont intégré la liste des peuples autochtones numériquement faibles du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient, en 2006. Habitant dans la partie davantage « européenne » de

[30] En sociolinguistique, on fait la différence entre une *langue minoritaire* et une *langue minorée* : dans le premier cas, la minoration est quantitative (la langue a moins de locuteurs par rapport à une autre), dans le deuxième, elle est qualitative (la langue a moins de valeur pour ses propres locuteurs, par rapport à une autre langue, souvent majoritaire).

[31] « Мы повнешнемувидуЕвропейцы, и поэтомумы заязыкочень держимся. Мы не оленеводы, мы не в тундре живём, наструдно отличить от другой массы, русскоязычной, и язык -- это для нас, наверное, самый важный фактор, который отличает нас от других ».

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

la Russie, très loin de la Sibérie et à des milliers de kilomètres de la Tchoukotka, les Vepses ne se sont pas, tous, facilement reconnus dans cette politique visant à proposer des solutions communes à l'ensemble des peuples du Nord[32]. Ainsi, N. Zaïcev écrira en 1992 :

> Personnellement je suis tout à fait contre. Non parce que ces peuples ne sont pas dignes de respect ou de soutien de l'Etat, mais tout simplement parce que chaque peuple doit être sur un pied d'égalité avec un autre, et dans ce sens, les peuples du Nord n'ont pas besoin d'une quelconque charité, mais plutôt d'une liberté économique et nationale. On n'a pas plus besoin de leur donner quelque chose « en plus », que de leur prendre ce qui leur appartient déjà de droit.[33] (Zaïcev, 1992, in Вепсы : модели этнической мобилизации , 2007 : 105).

Même si l'on peut comprendre la colère de l'auteur qui a raison de demander avant tout que chaque peuple dispose, ne serait-ce qu'en partie, de ses propres ressources[34], force est de constater que l'intégration des Vepses à la « liste des quarante », en 2006, a permis certaines avancées dans le domaine de l'aménagement linguistique. Même affaiblie, la langue de cette petite communauté est encore parlée par 3 613 personnes[35]. Dans la communauté vepse nord, en République de Carélie, elle est enseignée dans certaines écoles primaires, quoique à titre optionnel.

Plus encore qu'à leurs langues, les peuples septentrionaux semblent attachés à leur territoire et plus précisément à la terre, ce qui peut sembler paradoxal, notamment compte tenu de l'importance du nomadisme pour certains d'entre eux. La terre est, à l'évidence, considérée comme un espace ouvert. Boris Chichlo rappelle que les premiers problèmes après l'instauration du régime soviétique ont concerné la terre, dans l'acception locale de ce terme, qui n'est pas seulement agraire :

> Les bolcheviks, mandatés par Petrograd et Moscou, voulaient tout changer pour arracher aux ténèbres millénaires ces peuples sans culture et les libérer du joug de l'exploitation des koulaks . Le premier sujet d'incompréhension concerna la terre. Pour les peuples animistes, en effet, la notion de propriété n'existe pas dans le monde du milieu où vivent les hommes […]. (Chichlo, 2008 : 23).

[32] Pour Eva Toulouze, si la géographie ne peut pas réellement les unir, ce qui rassemble les peuples du Nord « c'est leur identité d'occupants primitifs de leur habitat, mais aussi et surtout le danger qui les guette : celui de l'anéantissement » (Toulouze, 1998).

[33] « Я лично категорически против. Не потому, что эти народы не достойны уважения или поддержки государства. Просто каждый народ должен быть наравне с любым другим народом, и в этом отношении народы Севера нуждаются не в какой-то благотворительности, а в экономической и национальной свободе. Им не надо давать что-то « сверх », у них не надо отнимать то, что этим народам принадлежит по праву ».

[34] Dans le cas des Vepses ce serait essentiellement le bois. Cependant, notre séjour sur le terrain nous a laissé une impression mitigée : les forêts vepses ne semblent pas faire l'objet d'un soin forestier particulier, du moins dans la partie septentrionale de la région qu'ils habitent. L'oblast de Leningrad, en revanche, peut se prévaloir d'un grand parc naturel, qui porte le nom de « Forêt vepse ».

[35] *Cf.* http://www.gks.ru/free_doc/new_site/perepis2010/croc/perepis_itogi1612.htm.

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

La terre – comprise comme le territoire autochtone, mais aussi comme espace d'économie de subsistance, d'élevage, de chasse et de pêche – est très importante pour les Tchouktches. Dans son passionnant journal de bord, rédigé durant plusieurs séjours en Tchoukotka, entre 1993 et 1998, Charles Weinstein retrace, avec réalisme et perspicacité, les années du postcommunisme dans cette région lointaine, baignée par l'océan Arctique et l'océan Pacifique. Les Tchouktches font partie de ces peuples qui semblent « perdus dans la transition », sur leurs terres historiques. N'arrivant plus à vivre de la vente de la viande de renne, que l'État a cessé d'acheter, ni de la chasse en mer, l'auteur constate qu'ils sont comme « poussés au désespoir par l'absence de perspectives » (Weinstein, 1999 : 17). Le désespoir incite à la consommation excessive d'alcool :

> Les causes en sont non seulement sociales, mais aussi psychologiques : elles tiennent à la confrontation avec un autre mode de pensée, une autre langue, une autre éducation. A l'école, on enseigne aux enfants une histoire qui n'est pas la leur. (Weinstein, 1999 : 38).

Le russe gagne de plus en plus de terrain en Tchoukotka, par le biais de l'école mais aussi de la télévision. L'image que les jeunes ont de leur propre culture et de leur mode de vie se dégrade[36], et la réalité confirme l'absence de perspectives d'avenir : le nombre de rennes diminue, les troupeaux s'amenuisent[37]. Parallèlement à cela, des fermetures d'usines, de mines, de sovkhozes et d'autres structures qui, par le passé, offraient une perspective d'embauche, ne proposent pas d'alternative. Outre l'alcoolisme qui touche toutes les générations (consommation de la vodka mais aussi des substituts de celle-ci, parfois de fabrication locale, nettement plus dangereux), la toxicomanie (sous ses différentes formes, de la colle à l'amanite) prend de l'ampleur, la dysenterie, la tuberculose, l'hépatite et d'autres maladies infectieuses, ou même la gale, provoquent des épidémies, le déséquilibre alimentaire affaiblit les défenses immunitaires, la criminalité et la violence se développent. Cependant, tout en brossant ce tableau terrible de ce qu'est devenue la vie de beaucoup de Tchouktches au quotidien, l'auteur écrit une véritable ode à ce peuple, qui parle une langue « originale, riche, variée, extrêmement productive », qui a engendré une littérature qui mérite d'être connue, car « elle est le produit de l'esprit d'hommes en lutte avec un environnement dangereux », dont « les croyances ne laissent rien à désirer par rapport aux dogmes des religions structurées » et dont la conception de la nature « ne mérite en rien le mépris » (Weinstein, 1999 : 6). Derrière cette description, on sent la conscience aigüe (et abondamment documentée) d'un véritable gâchis, à l'opposé du développement social.

Ici, il importe de signaler que ces situations de « déclin » ou d'impasse ne sont pas inéluctables, et dépendent de facteurs historiques locaux. Loin à l'ouest de la Tchoukotka, dans la partie occidentale de la Sibérie, vivent les peuples obougriens : les

[36] Il est probable que le discours de mépris et de rejet que tiennent certains enseignants aux enfants y soit pour quelque chose : « Si tu n'étudies pas, tu seras chasseur en mer ou éleveur de rennes » (cité par Weinstein, 1999 : 59).

[37] Charles Weinstein donne quelques chiffres qui permettent de se rendre compte du phénomène de la diminution du cheptel des rennes : de 508 000 têtes en 1989 on est tombé à 206 000 en 1996, ce qui fait craindre à l'un de ses informateurs la disparition de l'ethnie : « sans rennes […], pas de langue ni de peuple tchouktche » (Weinstein, 1999 : 125-126).

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

Hantis et les Mansis[38]. Comme pour une partie des Tchouktches, l'élevage des rennes fait partie de leur mode de vie, avec la chasse et la pêche. Heureusement – ou plutôt malheureusement pour eux – leur terre est l'une des plus riches du Nord, ce qui a valu aux Hantis, et leurs voisins les Mansis, bien des convoitises. La construction des complexes pétroliers et gaziers a accéléré l'urbanisation du territoire et a porté un coup dur au nomadisme et aux métiers traditionnels[39]. Par ailleurs, elle a eu un effet négatif sur l'environnement, à travers la pollution des terres et des cours d'eau. À cela s'ajoute le mauvais traitement des eaux usées[40] qui a des conséquences sur la santé des Hantis et des Mansis, mais aussi sur celle de leurs troupeaux.

Les Hantis et les Mansis partagent le même sort que leurs voisins de la Sibérie occidentale, les Nenets. Plus nombreux que n'importe quel autre peuple du Nord, les Nenets doivent affronter la réduction de l'espace de pâturage, la disparition de poissons (saumon et esturgeon) à cause de la pollution des eaux par des hydrocarbures, et même le danger de pollution radioactive provoquée par d'anciennes structures militaires dédiées aux armes nucléaires[41]. La survie de leur langue, malgré un nombre confortable de locuteurs (surtout par rapport aux autres peuples du Nord), est compromise, car elle se joue essentiellement sur le territoire de leur habitat traditionnel, et non pas dans les grandes villes de la région. Dans son article au titre suggestif « Les rennes maintiennent la langue nénetse en vie », Laur Vallikivi explique le lien entre la survie de la langue et le maintien de leur mode de vie :

> Le mode de vie fondé sur l'élevage du renne et sur le nomadisme maintient vivant l'usage du nénetse, alors que la sédentarisation conduit, lentement mais sûrement, vers un monolinguisme russe. Les nomades nénetses sont flexibles dans les choix découlant de leur idéologie linguistique : leur rapport avec tel ou tel environnement physique ou social, avec telle ou telle activité physique ou sociale, favorise le mouvement entre différentes langues. (Vallikivi, 2015).

En réalité, tout en apportant les bénéfices de la scolarisation dans ces contrées isolées, la décision de créer des internats a accéléré la perte de la langue. Les enfants qui passaient une bonne partie de l'année loin de leurs parents, qui pendant ce temps-là continuaient à se déplacer, ou restaient dans leurs villages de la taïga ou de la toundra, ont peu à peu perdu l'usage fluide de la langue maternelle, tout en améliorant leurs compétences en russe, à cause de la scolarisation. De manière générale, les Nenets se sont souvent méfiés des projets de scolarisation des enfants loin de la maison, et

[38] Notre premier contact avec cette population s'est fait… à Paris. Nous avons participé, en 2015, aux « Journées khantyes », organisées par Eva Toulouze, à l'Inalco. C'était pour nous une occasion unique d'entendre des témoignages authentiques des Hantis sur les fléaux qui frappent aujourd'hui la Sibérie occidentale, et dans leur cas en particulier, l'influence des compagnies pétrolières sur leur habitat traditionnel.

[39] Dans la volonté de lutter contre les problèmes économiques et écologiques, les populations locales ont mené de nombreuses actions, dont, par exemple, le sacrifice collectif des rennes sur des lieux d'exploitations pétrolières, marqué par l'histoire du fameux « renne du président » (cadeau offert au président, avec la demande de stopper l'exploitation abusive des matières premières dans la région), dont parle Art Leete (2014).

[40] *Cf.* http://raipon.info/peoples/khanty/khanty.php. Les Mansis semblent moins affectés par ces mêmes phénomènes : *cf.* http://raipon.info/peoples/mansi/mansi.php.

[41] *Cf.* http://raipon.info/peoples/nenets/nenets.php.

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

de leurs conséquences sur leur mode de vie, comme l'illustre ce propos d'un nomade s'adressant à une institutrice, cité par Laur Vallikivi :

> Qui va conduire la caravane, monter la tente, confectionner les vêtements, nous aider ? Si ma fille fait de longues études et vit longtemps à l'internat, elle deviendra comme toi. Car toi, tu as perdu l'habitude de la vie dans la toundra, tu ne sais pas conduire un attelage, tu as peur des rennes et même l'été, tu es frigorifiée. Et sans doute, tu ne sais pas coudre des vêtements d'hiver. (cité par Vallikivi, 2015).

Ainsi, l'éducation semble avoir moins de valeur que les savoir-faire traditionnels. Les connaissances linguistiques de l'institutrice ne lui seraient d'aucune aide face aux marques visibles de son acculturation.

À travers ces exemples, nous avons vu comment de nouvelles menaces écologiques touchent une population déjà fragilisée économiquement (chômage massif) et socialement (mode de vie bouleversé, familles déstructurées), en aggravant une situation déjà difficile pour des raisons objectives : éloignement, enclavement, climat. A cela s'ajoutent les conséquences d'une gestion qui peut-être privilégie davantage l'utilisation immédiate des ressources naturelles plutôt que le développement durable, avec une véritable vision et un projet d'avenir, pour les autochtones et les allochtones. Des exemples semblables ne manquent pas dans « le grand Nord » russe : extraction des diamants chez les Dolganes du bassin de l'Anabar, exploitation du charbon chez les Itelmens de Kharyuzovo, abattage des arbres chez des Koriaks, contamination au phénol du fleuve Amour au bord duquel vivent les Nanaïs, forte concentration d'industries lourdes dans l'oblast de Kemerovo où vivent les Téléouts[42]. Ces exemples, qu'il ne convient pas de multiplier, illustrent tous la même réalité : le faible pouvoir d'action des hommes ordinaires face au rouleau compresseur des puissants, qu'ils appartiennent aux structures du pouvoir (régime) ou qu'ils travaillent pour elles (industries), ou tout simplement face aux déséquilibres qui frappent d'ores et déjà la planète : l'élevage des rennes est également victime du réchauffement climatique, car le lichen dont les animaux se nourrissent reste parfois emprisonné sous les différentes couches de glace qui se forment cycliquement après les périodes de radoucissement.

4.3 Parole vive

Pour terminer, nous souhaitons laisser la parole aux autochtones. Pour ce faire, nous allons parcourir la revue *Le monde des peuples autochtones. L'Arctique vivant* pour essayer de voir ce qui préoccupe et inquiète ces populations, mais aussi pour comprendre ce qui leur permet d'espérer un avenir meilleur, à court ou moyen terme, à travers les courriers des lecteurs, mais également les textes d'auteurs ou journalistiques[43]. En

[42] *Cf.* http://raipon.info/peoples/dolgans/dolgans.php ;
http://raipon.info/peoples/itelmens/itelmens.php ;
http://raipon.info/peoples/koryaks/koryaks.php ;
http://raipon.info/peoples/nanai/nanai.php ;
http://raipon.info/peoples/teleuts/teleuts.php

[43] La revue sollicite et invite régulièrement à la collaboration des journalistes, mais aussi de jeunes chercheurs, des étudiants, des enseignants, dont les préoccupations rejoignent la politique éditoriale de la revue. *Cf.* http://raipon.info/info/project/2818/.

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

effet, les données que l'on trouve sur le site de RAIPON sont souvent alarmantes, comme le suggèrent les quelques exemples cités précédemment ; on pourra observer la même tendance dans la revue. Mais le lecteur peut y trouver également des raisons d'espérer, car la forte mobilisation des associations écologiques et de certains gouvernements locaux, appuyée par la population, arrive parfois à limiter les dégâts et à protéger la population locale des abus de l'industrialisation massive, irrespectueuse des hommes et de leur habitat.

4.3.1 Les raisons de s'inquiéter

Sans surprise, les préoccupations des auteurs portent sur toutes les questions que nous avons déjà mentionnées dans les sections précédentes, et en particulier le chômage, la pauvreté et les problèmes de santé.

Les conditions de vie déjà difficiles sont aggravées par des problèmes économiques : dès les premiers numéros de la revue, le chômage de la population est analysé en prenant en compte l'aspect ethnique (*cf.* E.A, ЖА, n° 2, p. 23-30[44].) : il semble particulièrement fort dans des lieux d'habitat compact des peuples autochtones (si 42% de Nanaïs sont au chômage, le chiffre s'élève à 80% pour les Oroches et à 87% pour les Enets). Le déclin de la renniculture, l'absence de titres de propriété sur les terres d'habitation, la privatisation avec la fermeture des sovkhozes et des usines, mais aussi le faible niveau d'éducation d'une partie de la population, expliquent en grande partie cette situation, et les quelques aides des programmes de développement de l'État ne la compensent qu'à peine. Même là où la renniculture subsiste mieux qu'ailleurs – par exemple chez les Evènes de l'oblast de Magadan (*cf.* L.S.V., ЖА, n° 2, p. 62-64), où trois sovkhozes ont résisté à la transition vers l'économie de marché, le manque de moyens financiers ne permet pas à ces unités de production de subvenir aux besoins élémentaires des éleveurs de rennes ni de leurs animaux, et la hausse des prix des transports – souvent aériens dans cette partie du monde, compte tenu des distances – les laisse sans aucune possibilité de mobilité. La pauvreté a mené à cette époque certaines familles d'éleveurs au bord de la famine, les quotas réglementaires de poisson pêché, imposés par l'administration, restant en-dessous des besoins alimentaires réels des foyers.

La famine et la malnutrition, à leur tour, comme dans un cercle vicieux, entraînent des problèmes de santé, et provoquent une mortalité extrêmement élevée. Cela fait dire à l'auteure d'un texte sur les Esquimaux (*cf.* L.B., ЖА, n° 3, p. 60-63) qu'elle a peur de téléphoner aux amis de la Tchoukotka, pour ne pas entendre toujours la même litanie : un tel ou un tel est parti… fauché par le cancer, la tuberculose, la consommation d'alcool (dans une région que l'auteure décrit comme littéralement imbibée de vodka), ou suicidé, sans que cela n'émeuve personne et sans que personne ne vienne en aide aux familles, qui se retrouvent sans celui qui en était le pilier.

Les femmes semblent souffrir encore davantage de ces mêmes fléaux. Elément central d'une famille nomade, la femme a occupé par le passé plusieurs fonctions : aider le mari dans l'élevage, gérer la maison, élever les enfants. La scolarisation obligatoire

[44]Pour renvoyer aux articles de la revue, nous indiquons les initiales de l'auteur, celles de la revue, le numéro et les pages du texte.

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

des enfants dans des internats les a parfois poussées à s'installer, elles aussi, près de ces structures éducatives, tandis que les hommes se retrouvaient seuls dans la toundra ou la taïga. La famille se trouvait ainsi déstructurée. Dans des villages habités par des Koriaks et des Itelmens (*cf.* N.Z., ЖА, n° 3, p. 66-57), les femmes, même si elles sont souvent plus instruites que les hommes – dans le village de Kovran, par exemple, 9% des femmes ont fait des études supérieures –, peinent à trouver du travail. Sans travail, elles comptent sur les aides de l'État qui, lorsqu'elles ne sont pas versées, ou lorsqu'elles arrivent en retard, ne leur permettent pas de nourrir leurs enfants, et suscitent en elles un sentiment d'impuissance : la pauvreté, écrit l'auteur, « ce ne sont pas seulement les vêtements usés, la maigre pitance, mais c'est aussi le sentiment permanent de son infériorité »[45].

Un autre thème très présent dans la revue est celui de la pollution environnementale. La population semble plutôt consciente des enjeux environnementaux et souvent très lucide quant aux logiques de profit des industriels, et les faibles possibilités de l'homme d'y changer quoi que ce soit. Ainsi, la population du Kamtchatka a essayé de lutter, dans les années 2000, contre l'extraction des matières premières d'hydrocarbures dans des mers d'Okhotsk et de Béring, ainsi que contre l'extraction de l'or dans cette région (*cf.* S.V, ЖА, n° 6-7, p. 90-92).

Les Evenks de l'oblast de l'Amour ont rencontré les problèmes similaires, en essayant d'empêcher les activités des mineurs des gisements aurifères, qui ont transformé les pâturages et les terrains de chasse des Evenks en désert, sans réussir pour autant à faire réagir les autorités (*cf.* O.M., ЖА, n° 19, p. 62-64). On ne sait pas si le président Poutine a réagi, lui, à la lettre que les Itelmens lui ont envoyée en 2001 (*cf.* ЖА, n° 6-7, p. 93), dans laquelle ils l'imploraient de penser davantage à l'avenir des mers du Nord qui risquaient de se retrouver vidées de leurs poissons à cause du pétrole. Une lettre très lucide, car ils rappelaient au président que toute comparaison avec la Norvège, par exemple, serait nulle et non avenue : à la différence des Norvégiens, les autochtones du Kamtchatka n'ont jamais vu l'argent du pétrole de leur propre région, ni tiré aucun autre bénéfice, par ailleurs, de ces activités lucratives pour l'État. En effet, si les compagnies pétrolières proposent parfois des dédommagements[46] pour les dégâts causés par leurs forages (*cf.* ЖА, n° 6-7, p. 59), ces dédommagements ne peuvent pas compenser les pertes irréversibles de la qualité de la terre et de la faune marine : le nord-est de l'île de Sakhaline est le territoire de prédilection des baleines grises, des otaries, de nombreux poissons et crustacés, et même de certaines espèces menacées de disparition. Si la pêche locale pour les besoins des peuples autochtones habitant les régions côtières, qui a toujours fait partie de leur mode de vie traditionnel, peut difficilement nuire à l'équilibre écologique, elle a fait couler beaucoup d'encre. L'association RAIPON mène dans ce sens un travail de veille d'une grande utilité, d'une part pour faire connaître et expliquer les textes de loi à la population locale, d'autre

[45] « Бедность – это не только потрепанная одежда, скудное питание, но и постоянное ещущение своей неполноцености. »

[46] Les secteurs polluants sont parfois aussi des (rares) secteurs qui embauchent. C'est le cas des villages vepses de Carélie, que nous avons visités, où une partie de la population vit du travail dans des carrières, riches notamment en quartzite, tandis que d'autres mènent des combats écologiques contre celles-ci.

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

part, pour signaler les problèmes de leur application [47] (*cf.* ЖА, n° 26, p. 54-84) : si la loi a le plus souvent une ambition protectrice pour les droits des autochtones, en réalité, certains d'entre eux se trouvent au quotidien devant des problèmes insolubles, qui vont de la nécessité de prouver qu'ils font partie de telle ou telle communauté, la nationalité n'étant plus spécifiée dans le passeport, jusqu'à l'obtention du permis de pêche sur telle ou telle partie de la rivière. Les quotas de pêche prescrits par les autorités présentent par ailleurs de grands écarts (*cf.* O.M., ЖА, n° 1, p. 52-54) : de 30kg à 100kg par an (même si officiellement on parle parfois de 200kg), alors qu'elle fournit l'essentiel de l'alimentation dans ces régions. L'auteure parle, avec beaucoup de courage, d'un véritable génocide, volontaire ou involontaire, à l'endroit des peuples autochtones.

4.3.2 Les raisons d'espérer

Malgré ces problèmes réels, fréquemment mentionnés dans ce corpus médiatique, qui confirme les constats établis par les chercheurs et les auteurs que nous avons cités dans les deux premières sections de notre texte, la lecture attentive de la revue russe *Le monde des peuples autochtones. L'Arctique vivant* incite également à un certain optimisme, quoique modéré. Nous ne nous arrêterons pas ici sur les textes qui présentent et mettent en valeur les fêtes locales, les ensembles folkloriques, les écrivains, les peintres autochtones… Il existe une véritable vie culturelle, une productivité et une créativité chez tous les peuples du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient, que la revue contribue à valoriser. Nous préférons nous arrêter sur quelques actions concrètes qui nous semblent avoir plus de poids face à la diglossie et à l'acculturation, mais aussi face à la dépendance économique, qui caractérise ces territoires.

Ainsi, déjà dans le premier numéro de la revue, publié en 1999, on peut lire un reportage sur l'oblast de Magadan (*cf.* A.G., ЖА, n° 1, p. 22-28), et en particulier sur la région de Kolyma, tristement célèbre pour ses goulags de l'époque soviétique, dont elle est devenue presque le synonyme. Après avoir abordé les différents problèmes que rencontrent les populations dans cette contrée lointaine du nord-est sibérien, l'auteur termine son texte avec une note optimiste, en écrivant que le peuple de la Kolyma ne va pas seulement survivre sur sa terre d'origine, mais qu'il va réussir à protéger aussi bien ses ressources naturelles que son mode de vie. Cette protection passe par la sauvegarde des métiers traditionnels, même les plus difficiles (*cf.* O.M., ЖА, n° 2, p. 59-28) : bien que la chasse des mammifères marins ait connu de nombreuses fois dans l'histoire des jours difficiles, elle est indispensable aussi bien économiquement que socialement aux peuples des côtes de l'Arctique. La population en est de plus en plus consciente.

L'environnement et sa protection sont présents dans presque tous les numéros de la revue. Beaucoup de projets intéressants ont été montés (*cf.* N.N.Z., ЖА, n° 8, p. 59-63), comme par exemple l'ouverture d'un centre ethnoécologique au Kamtchatka, dont la principale fonction est précisément la protection de l'environnement. Son siège se situe à Petropavlovsk-Kamtchatski, mais des filiales régionales, plus ou moins équipées

[47] Ce qui rappelle, comme on peut le lire dans un numéro de 2016, une blague de l'époque soviétique : « - Est-ce que j'ai le droit ? » « - Oui, vous avez le droit. » « - Donc, je peux ? » « - Non, vous ne pouvez pas. » (A.G., ЖА, n° 33, p. 22).

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

et opérationnelles, existent dans plusieurs localités. Des rencontres et des séminaires sont organisés régulièrement et une aide juridique est proposée à tous, ce qui semble d'une grande utilité à des personnes qui, souvent, ne savent pas à qui s'adresser pour connaître leurs droits, surtout face à des adversaires qui peuvent s'avérer redoutables.

Cependant, il semblerait qu'une certaine prise de conscience s'est opérée quant à la nécessité d'instaurer un dialogue entre tous les acteurs amenés à se partager un territoire et ses ressources. Dans le tout dernier numéro, actuellement en ligne, publié en 2017, on apprend que certaines compagnies investissent désormais également dans le domaine social et culturel (*cf.* V.G., ЖА, n° 34, p. 38 et Y.Z., ЖА, n° 34, p. 39-41) : le géant russe de l'or noir, *Lukoil*, travaille en bonne entente avec les autorités de la région Iougra, construit des habitations dans le Yamal, et, avec l'entreprise pétrolière et gazière française *Total*, s'occupe de l'aide médicale dans des territoires isolés habités par des Nenets ; la compagnie russe *Sakhaline Energy*, pour sa part, investit dans la culture des Nivkhs, des Evenks ou encore des Nanaïs, et finance des publications en lien avec la langue et la culture de ces peuples, comme les abécédaires, les dictionnaires, les traductions des documents officiels dans les langues autochtones.

Le domaine de l'éducation, que nous avons dit confronté, depuis la fin du communisme, au désaménagement linguistique, connaîtrait lui aussi, si l'on en croit les derniers numéros, quelques améliorations. Prenons le cas de l'itelmen (*cf.* V.I.U., ЖА, n° 8, p. 75-78) : la transmission de cette langue de la famille tchouktche-kamtchadale, décrite et normativisée surtout dans les années 1950 (grammaire, abécédaire, dictionnaire, manuels), est interrompue de longue date dans les familles, entre autres raisons, à cause de la politique de fermeture des villages « sans perspectives », autrement dit non viables économiquement, et les migrations forcées des habitants. Après la perestroïka et le réveil national, des tentatives d'enseigner de nouveau l'itelmen ont été menées, avec plus ou moins de succès, mais il est encourageant de voir qu'en 2001 il restait encore des volontaires pour s'investir dans ce travail, dont dépend l'avenir de l'une des langues les plus complexes de sa famille linguistique. Dix ans plus tard, en 2011, cette volonté semble encore présente (*cf.* ЖА, n° 27, p. 31-32) : l'enquête de terrain organisée par un centre ethnoécologique dans le village de Kovran a été l'occasion de réunir les locuteurs et les activistes, d'organiser des rencontres, des spectacles, des cours de langue, mais surtout de voir que la population demande ce type d'activités et se préoccupe de l'avenir de sa langue et de ses traditions.

Dans beaucoup de régions – et nous avons eu l'occasion de le constater aussi chez les Vepses – l'essentiel de ce travail de valorisation, de promotion et de mise en valeur de la langue et de la culture, est mené par les travailleurs culturels locaux. Durant l'URSS, il existait une tradition d'études ethnologiques, anthropologiques, linguistiques et « culturologiques »[48] des différents composants de ce vaste territoire. C'est ainsi qu'encore aujourd'hui, de véritables trésors existent sur ces questions, publiés par des chercheurs russes ou locaux. Pour y avoir accès, avant la grande révolution numérique, il fallait souvent passer par la recherche dans des catalogues de nombreuses

[48] Cette discipline relevant des sciences sociales et s'intéressant à l'étude de tous les aspects culturels a connu un développement approfondi dans l'espace russophone, dès le XIX^{e} siècle.

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

bibliothèques éparpillées sur ce vaste territoire[49]. Toujours est-il que la formation de l'élite est l'un des impératifs que ces populations doivent affronter ; les Evenks semblent l'avoir compris (*cf.* S.S., ЖА, n° 16, p. 69-71) : vivant dans des conditions de froid extrême, dans la taïga, frappés par le chômage à 60%, ils s'efforcent de profiter des moyens disponibles par l'intermédiaire de la fondation « Mevan » pour élaborer un programme scolaire adapté aux enfants, afin qu'ils puissent un jour faire revivre la langue et la culture nationales.

Enfin, on peut peut-être aussi rappeler ici que le fait de vivre dans ces contrées, qui peuvent nous sembler inhospitalières, est aussi souvent un choix assumé. L'actuel président de RAIPON, G. Ledkov, l'exprime dans ces termes :

> Pour nous qui sommes nés dans la toundra, parler de l'absence de civilisation au Nord est incompréhensible. Une civilisation existe, mais elle est différente, ce n'est pas celle de la ville.[50] (*cf.* ЖА, n° 30, p. 5).

Il rappelle dans une interview publiée en 2014 (*cf.* O.B., ЖА, n° 30, p. 4-11), que l'appropriation de l'espace par l'homme de la toundra et de la taïga est incomparable avec celle d'un citadin : si ce dernier vit dans quelques dizaines de mètres carrés, pour le premier, toute la toundra et toute la taïga sont sa maison. Le monde a beaucoup changé, ajoute-t-il, mais une chose ne change pas, c'est :

> […] le renne. Pour lui, le nomade – dans un traineau ou sur une motoneige équipée d'un GPS – sera prêt à traverser mille kilomètres, d'un pâturage à l'autre, conduisant les troupeaux de rennes du sud au nord, et du nord au sud. Pour ces jeunes gens, il est évident que l'économie traditionnelle n'est pas juste une source de nourriture, cela fait partie de leur identité, c'est un moyen de préserver la culture de leur peuple et leur langue maternelle.[51] (*cf.* ЖА, n° 30, p. 10).

La langue est donc, une fois de plus, mise en étroite relation avec la vie traditionnelle, l'environnement, mais aussi le développement. La non connaissance de la langue contribue à la marginalisation au sein de sa propre communauté, et par là même, au sein de la société. De nos jours, les écoles ou les internats, pour les enfants de la toundra et de la taïga, ont entamé une lente transformation dans certaines régions, comme on peut le lire dans le très complet dossier consacré à l'éducation, en 2015 (*cf.* ЖА, n° 32, p. 58-85). Cela conduit parfois à des expérimentations intéressantes, comme la

[49] C'est d'ailleurs ainsi que nous-même, nous avons pu photocopier et rapporter en France une excellente description du nganassan, trouvée dans la bibliothèque universitaire de Saransk, lors de notre premier séjour de terrain en Russie, en 2003. Aujourd'hui, on peut plus facilement trouver ce genre de source depuis n'importe quel endroit de la planète, en se connectant à des sites russes de mise en libre accès de ressources sur les langues de Russie.

[50] « Для нас, родившихся в тундре, непонятны разговоры об отсутствии цивилизации на Севере. Она есть, но только другая, не та, что в городе . »

[51] « -- олень. Ради него кочевник -- в оленьей упряжке или на снегоходе с GPS-навигатором -- будет преодолевать тысячу километров, от пастбища к пастбищу, перегоняя стада оленей с юга на север и обратно. Для этих молодых ребят очевидно, что традиционное хозяйство не просто источник пропитания, это часть их идентичности, способ сохранить культуру своего народа и родной язык. »

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

décision, dans la péninsule de Yamal, de conduire des activités facultatives dans des tentes coniques installées à côté de l'école « moderne », afin de garder le lien entre les deux réalités socioculturelles auxquelles sont habitués les enfants ; dans ce contexte, les tentes traditionnelles jouent le rôle de centres ethnoculturels modernes.

Enfin, il nous semble important de mentionner la manière dont est organisée la formation des formateurs. L'enseignement dans des écoles minoritaires, de la taïga ou de la toundra, est souvent assuré par les enseignants formés dans l'Institut des peuples du Nord de l'Université pédagogique de Saint-Pétersbourg, où mêmes des langues de très faible diffusion sont étudiées et enseignées, parfois à seulement quelques étudiants volontaires. En plus de former les enseignants, l'Institut forme également des chercheurs.

Certes, dans une perspective de critique radicale, on pourrait dire que l'appui des grandes compagnies extractives à la publication de matériaux pédagogiques ou d'outils de recherche et d'éducation dans les langues du « grand Nord » russe ne sont qu'un cautère sur une jambe de bois, ou une maigre compensation. Mais l'histoire récente des droits autochtones n'a cessé de montrer qu'au-delà de ce qui peut être considéré comme une « récupération » verticale, l'activisme horizontal construit un futur plus équitable et une reconnaissance plus pérenne de ces droits socioculturels et territoriaux, qu'en l'absence de toute interaction de ce genre. Certes, rien n'est « gagné » avec « si peu », mais ces avancées n'en restent pas moins des têtes de pont pour continuer la lutte et conscientiser aussi bien les « décideurs » que le reste de la population autochtone, ainsi que l'opinion publique nationale et mondiale.

5 Conclusion

D'autres lectures du corpus documentaire que nous avons ici abordé sont possibles. Les chercheurs peuvent y trouver des textes juridiques et leurs explications, des reportages sur les fêtes et festivités des peuples autochtones, la présentation des acquis du travail de RAIPON, des analyses ethnographiques et anthropologiques d'un grand intérêt. Le site de l'association, qui abrite la revue, est un corpus en soi, qui pourrait mériter une présentation à part, de même que les pages gérées par RAIPON sur les réseaux sociaux, d'autant plus intéressantes que photos, vidéo et documents authentiques y abondent. Il pourrait être intéressant de faire des analyses croisées (même thème/régions différentes, politique éditoriale/responsabilité associative, tonalité des propos/situation politique…).

Nous n'avons pas cherché ici à être exhaustive dans notre lecture diagonale de ce corpus, ni à suivre des pistes méthodologiques précises en analyse du discours médiatique. Il s'agit davantage d'une lecture libre, personnelle, d'un éclairage et d'une illustration des propos et des idées en lien avec les questions abordées : les langues et les cultures d'une part, les problèmes sociaux, économiques et écologiques, d'autre part. Nous souhaitions également mettre ces observations en perspective dans le cadre de la sociolinguistique du développement social : l'exemple des langues du « grand Nord » russe présente un cas saisissant à la fois de régression des cadres de l'aménagement linguistique et culturel, mais aussi de continuation d'une politique de surexploitation néfaste des ressources naturelles, au détriment d'une population autochtone, qui se

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

retrouve confrontée à une échelle particulièrement haute de défis politiques, géostratégiques, écologiques, socioculturels et économiques.

A travers ce voyage dans le « grand Nord », nous avons essayé de rendre compte de comment les différents peuples des contrées septentrionales russes mobilisent leurs ressources pour lutter contre les problèmes qui les assaillent et de mettre en évidence les moyens mis en œuvre pour contribuer au développement de leurs territoires traditionnels.

À la suite de nos différents travaux en sociolinguistique des langues en contact, nous avons développé, en 2017, le paradigme de la *sociolinguistique contrastive*. En la définissant comme « une typologie des situations sociolinguistiques ou glottopolitiques permettant de dépasser le seul niveau de l'observation », nous avons écrit :

> […] il existe désormais suffisamment de savoirs encyclopédiques dans le domaine de la sociolinguistique et de la sociologie du langage pour mettre à profit les avantages d'une approche comme celle évoquée ici, qui privilégie le contraste et le grain fin de l'observation au gros grain et aux panoramas de la comparaison encyclopédique. (Djordjevic Léonard, 2017 : 14-15 du volume 2). »

C'est ce que nous avons tenté de proposer ici. Passer des Vepses et de leur activisme qui s'accompagne d'un bon sens stratégique, en ce qui concerne les actions et les choix d'intégration institutionnelle, au rapport à la terre et aux conditions de détresse sociale des Tchouktches, de la lutte négociée des Hantis et des Mansis contre les compagnies pétrolières, à la méfiance des Nenets vis-à-vis des formes d'acculturation qu'apporte la scolarité dans des centres urbains, sans pour autant éparpiller les constats dans une succession d'exemples erratiques, est un impératif méthodologique pour la sociolinguistique contrastive – une observation qui peut aider à la compréhension de la complexité de chaque situation, et contribuer au discernement, dans les programmes de développement social par et avec les langues. On observe en permanence le jeu des forces de séparation et de dispersion, mais aussi des forces de brassage, d'interaction, d'unification, en raison de facteurs sociohistoriques et politiques, entre ces populations marquées chacune par son expérience propre, mais aussi par la coexistence dans un même ensemble géopolitique. Une sociolinguistique du développement social doit cultiver sa compréhension (ou, littéralement, son intelligence, comme capacité herméneutique, ou accès aux clés de lecture du réel) historiographique de chaque situation, identifier le jeu, subtil ou brutal, des forces en présence, et utiliser les acquis comme un levier pour rendre plus efficace son action.

Nous avons délibérément choisi d'adopter une lecture dialectique du corpus : le « mal » et le « bien », les raisons de s'inquiéter et les raisons d'espérer, coexistent dans une même analyse. D'une part, le chômage, la pauvreté, les problèmes de santé, d'autre part, les projets éducatifs, les tentatives de revitalisation, le réveil d'une conscience écologique. Les questions linguistiques traversent les deux extrêmes de ce modèle dialectique, à travers la présentation des acquis linguistiques et culturels, mais aussi de leur perte, parfois irréversible. Ce qui compte ici, pour la sociolinguistique du

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

développement social, ce sont les relations et les connexions qui sont mises en avant par les acteurs du « drame », là où on peut avoir l'impression que le désordre règne, dans le chaos apparent des rapports de force et des disparités d'échelle de décision et de capacité politique à trouver des solutions à des déséquilibres qui compromettent gravement l'avenir écologique et socioéconomique.

Bibliographie

Agresti, Giovanni (2014), *Actualité des racines. Pour une linguistique du développement social*, in Ruggero, Druetta et Falbo, Caterina (dir.), Docteurs et Recherche… une aventure qui continue, Cahiers de Recherche de l'École Doctorale en Linguistique Française, 8, EUT Edizioni Università di Trieste, Trieste, p. 13-39.

Bearth, Thomas (2008), *Language as a key to understanding development from a local perspective : a case study from Ivory Coast*, in Tourneux, Henry (dir.), Langues, cultures et développement en Afrique, Éditions Karthala, Paris, p. 35-116.

Brunel, Sylvie (2004), *Le développement durable*, PUF, Que sais-je ?, Paris.

Calvet, Louis-Jean (2013), *Les confettis de Babel*, Editions Ecriture, Paris.

Chichlo, Boris (2008), *Les peuples autochtones du Grand Nord. Entretien avec Boris Chichlo*, *Le Courrier des pays de l'Est,* 2008/2, 1066, p. 20-34.

Chichlo, Boris (1993), *Les autochtones et leur environnement : entre la colonisation et la perestroïka*, in Chichlo, Boris (dir.), Sibérie III. Questions sibériennes. Les peuples du Kamtchatka et de la Tchoukotka, Institut d'études slaves, Paris, p. 35-71.

Djordjevic, Ksenija (2006),*Frontière, territoire et enclaves linguistiques et culturelles : langues trans- et intrafrontalières*, Lengas, 60, Montpellier, p. 99-115.

Djordjevic, Léonard Ksenija (2013), *Dynamique sociolinguistique de la langue vepse*, in Veivo, Harri et Nyikos, Julia (dir.), « Marges, interstices, contacts », Cahiers d'Etudes Hongroises et Finlandaises, 19, L'Harmattan, Paris, p. 87-99.

Djordjevic Léonard, Ksenija (2014), *La mise en visibilité de la langue vepse*, in Djordjevic Léonard, Ksenija (dir.), Les minorités invisibles : diversité et complexité (ethno)sociolinguistiques, Michel Houdiard éditeur, Paris, p. 221-232.

Djordjevic Léonard, Ksenija (2016), *Les langues tchouktches-kamtchadales : un terrain rêvé*, in Alén Garabato, Carmen ; Djordjevic Léonard, Ksenija ; Gardies, Patricia ; Kis-Marck Alexia et Lochard, Guy (dir.), Rencontres en sciences du langage et de la communication. Mélanges offerts à Henri Boyer par ses collègues et amis, L'Harmattan, Paris, p. 161-171.

Djordjevic Léonard, Ksenija (2017), *Langues en contact, perspectives sociolinguistiques et didactiques*, Habilitation à diriger des recherches (3 volumes), Université Bordeaux-Montaigne.

Hazoumê, Marc-Laurent (2005), *Alphabétisation développement culturel et mondialisation. Quel statut pour les langues africaines ?*, Hambourg, Institut de l'Unesco pour l'Education.

Leete, Art (2014), *Sacrifices de rennes et pétrole : dialogue entre rituel et droit des peuples autochtones*, Etudes finno-ougriennes, 46, p. 57-88.

Paissa, Paola (2008), *Parasynonymes et euphémismes dans la médiatisation de quelques notions de l'économie de l'environnement : le cas de développement durable/soutenable*, in Cigada, Sergio et Verna, Marisa (dir.), La sinonimia fra langue e parole nei codici francese e italiano, Milano, Vita e pensiero, p. 551-571.

Toulouze, Eva (1998), *Les peuples du Nord de la Russie : du statut de sujet à la dignité d'actants ?*, Boréales, 74-77, p. 139-168.

Tourneux, Henry (dir.)(2008), *Langues, cultures et développement en Afrique*, Karthala, Paris.

Вепсы : модели этнической мобилизации (2007), Петрозаводск, Карельский научный центр.

Vallikivi, Laur (2013), *Les rennes maintiennent la langue nénetse en vie*, Études finno-ougriennes [En ligne], 45, 2013, mis en ligne le 03 février 2015, consulté le 01 octobre 2016. URL : http://efo.revues.org/2218 ; DOI : 10.4000/efo.2218.

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries, Editions des archives contemporaines, ISBN: 9782813004345, doi: 10.17184/eac.9782813004345

Weinstein, Charles (1999), *Arctique extrême. Les Tchouktches du détroit de Béring*, Editions Autrement, Paris.

Замятин, Константин ; Пасанен, Анника et Саарикиви, Янне (2012), Как и зачем сохранять языки народов России ?, Хельсинки.

Zouogbo, Jean-Philippe (2020), *La langue française, un obstacle au développement des pays d'Afrique subsaharienne francophone ?*, Repères DoRiF n° 21 – Langues, linguistique et développement en milieu francophone. Des terrains africains, DoRiF Università, Roma septembre 2020, http://www.dorif.it/ezine/ezine_articles.php?id=474 (consulté le 25 novembre 2020).

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345